



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

PSA renforce la précarisation des emplois avec la complicité du gouvernement Macron !

Les organisations syndicales FO, CFTC, CFDT, CGC, SIA et CGT ont été convoquées par la direction de PSA pour négocier une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) en application des ordonnances Macron.

Sans aucun motif, la direction de PSA s'est fixé l'objectif de supprimer 1 300 emplois en RCC et 900 « congés seniors » (départs anticipés) tout en prévoyant d'embaucher 1 300 CDI en 2018, alors que 25 000 emplois ont été supprimés depuis 5 ans.

Dans le même temps PSA annonce une augmentation au recours au travail intérimaire, alors qu'on en compte déjà plus de 8 000.

D'un point de vue financier, le groupe annonce 4 mois de salaire supplémentaires pour les salariés des sites d'Ile-de-France qui partiront du groupe avant le 31 juillet 2018, en plus du barème actuel.

Après l'annonce de la fermeture de PSA La Garenne Colombes en 2018, la CGT craint qu'un mauvais coup se prépare à l'usine de Saint-Ouen (93), puisque la direction locale communique, depuis plusieurs semaines, en affirmant que le site est en « décroissance pilotée ».

Le projet de RCC a déjà recueilli l'accord d'une majorité de syndicats pour son application, mais il est **refusé en bloc par la CGT**.

Pour la CGT

- Les congés seniors doivent être accompagnés d'une embauche en CDI pour chaque départ.
- Un plan d'embauches massives des intérimaires et de privés d'emploi doit être mis en place.

PSA n'a pas de scrupule et aucun respect pour ses salariés, à qui le groupe doit pourtant ses excellents résultats financiers :

- Résultat opérationnel : 3,235 milliards d'€ pour 2016 soit une augmentation de 18%.
- Le bénéfice est passé de 1,2 milliard en 2015 à 2,15 milliards en 2016 (ce que beaucoup de groupes aimeraient connaître).
- La Trésorerie nette s'élève à 11,292 milliards d'€ pour 2016
- Une enveloppe totale de 388 millions pour les actionnaires.
- Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires de la division automobile a progressé de 5% par rapport à 2016 soit 2,917 milliards d'€.
- 287 millions d'aides publiques les 4 dernières années.
- En juillet 2017, c'est le rachat d'Opel pour 1.32 Milliard d'€.

Le développement de l'emploi devra passer par une Réduction du Temps de Travail, avec des investissements massifs pour améliorer les conditions de travail, mais aussi développer les nouvelles technologies et non pas pour dégager plus de profits pour les actionnaires.

La politique de PSA est indécente et le comportement du gouvernement, qui laisse faire, est inadmissible !

Montreuil, le 10 Janvier 2018